

RECHERCHE ET AIDES AU COMMERCE EXTÉRIEUR

(Direction du Budget, 1944-1987)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Estelle Baudet

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Recherche.....	7
Aide au commerce extérieur et aéronautique.....	7
Ministères.....	9

Référence

B-0077815 – B-0077845

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Recherche et aides au commerce extérieur.

Dates extrêmes

1944-1987

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau 4C (aéronautique civile, recherche, poste et télécommunication)

Importance matérielle

31 boîtes, soit 3,76 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 17 décembre 1987 portant la référence PH 158/87.

Historique du producteur

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances

pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des documents relatifs au suivi et au contrôle budgétaire d'entreprises publiques ou d'organismes en lien avec les secteurs de la recherche, de l'aéronautique et de l'aérospatial (en particulier le suivi des projets Concorde et Airbus). On trouve également quelques dossiers de suivi d'entreprises concernant l'aide au commerce extérieur.

Sources complémentaires

B-0070970/1 - B-0070987/3 : budget de la recherche et de l'aéronautique (1972-1987).

Indexation

Contrôle budgétaire

Commerce extérieur

Industrie

Construction aéronautique

Entreprise publique

B-0077815/1 – B-0077819/1

Recherche.

1975-1981

B-0077815/1 – B-0077816/1

Budget civil, suivi budgétaire, aéronautique chapitre 53-22 : correspondance.

1980-1983

B-0077815/1

1980-1981

B-0077816/1

1982-1983

B-0077817/1 – B-0077819/1

Contrôle.

1975-1981

B-0077817/1

Rapports de la Cour des Comptes sur les comptes et la gestion de S.N.I.A.S. (1975-1976), Messier-Hispano-Bugatti (1976-1977), Compagnie Normande de mécanique de précision (Société Hispano-Suiza) (1976-1977), SNECMA (1976-1977).

1975-1977

B-0077818/1

Rapports de la Cour des Comptes sur les comptes et la gestion de SOCHATATA, SNECMA (1976-1977), SFENA (1976-1979), SOCATA (1977-1978), SOCEA (1977-1978), SECA (1977-1978), SOGERMA (1977-1978), SNIAS (1977-1979).

1976-1979

B-0077819/1

Rapport de la Cour des Comptes sur les comptes et la gestion de SEP (1977-1980), projets de rapport pour Hispano-Suiza (1978-1980), SOCHATATA SNECMA (1978-1980), Messier-Hispano-Bugatti (1978-1980), rapport particulier de la SNECMA (1978-1981).

1977-1981

B-0077820/1 - B-0077841/1

Aide au commerce extérieur et aéronautique.

1944-1985

B-0077820/1 – B-0077826/1

Garantie du risque économique.

1970-1985

B-0077820/1

Mission de contrôle : jurisprudence (1970-1975) ; COFACE (historique) (1972-1976).

1970-1976

B-0077821/1

Mission de contrôle : rapport d'activité (1972-1982) ; délégations accordées à la COFACE (1973) ; calcul de la franchise et de la prime P.T. (1973-1978) ; remplacement de l'indice B.A. (1973-1979) ; mission de contrôle, pouvoirs effectifs (1973-1980) ; réformes de la garantie du risque économique et critique du régime (1973-1981)

1972-1982

B-0077822/1

Garantie du risque économique, note Baichère, I.G.F. (1976-1983) ; contrats réalisés en coparticipation (1977) ; accélération de la liquidation des indemnités (1978-1980) ; couverture des frais de préfinancement (1979) ; contrôle de marge (1979) ; franchise (1979-1980) ; dérogations accordées par le ministre de l'Économie au

Service des archives économiques et financières
régime de garantie du risque économique (1979-1981) ; commissions spéciales
affaires civiles (1979-1982) ; pièces de rechange modifications (1979-1982).

1976-1983

B-0077823/1

Commerce extérieur.

1979-1983

B-0077824/1

Dépenses au-delà du mois en cours (1980) ; cours de change (1980) ; delta-montage (1980) ; promotion des exportations, actions régionales (1980) ; assurance prospection (1980-1982) ; note du ministre de l'Industrie sur le critère d'éligibilité à la garantie économique (1981) ; S.G.C.I. (1981) ; commerce extérieur, exportations (1981-1983).

1980-1983

B-0077825/1

Commerce extérieur (1982) ; réunion de la commission interministérielle chargée de l'examen du programme 1983 du Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFMEE) (1982).

1982

B-0077826/1

Exercice d'économie (1982) ; économie, aide aux exportations (1982) ; menaces (1982) ; acompte sur prime (1982) ; notes pour le ministre (1982-1983) ; mission de contrôle à l'informatisation (1982-1985) ; COFACE : statistiques (1983-1984).

1982-1985

B-0077827/1 – B-0077837/1, B-0077839/1

Programme aéronautique.

1976-1983

B-0077827/1

Dossier de suivi Concorde I.

1976-1978

B-0077828/1

Dossiers de suivi Concorde II et Concorde III.

1979

B-0077829/1

Dossier de suivi Concorde IV.

1980-1985

B-0077830/1

Dossier de suivi Airbus I.

1976-1978

B-0077831/1

Dossier de suivi Airbus I bis.

1979

B-0077832/1

Dossier de suivi Airbus II.

1979-1980

B-0077833/1

Dossiers de suivi Crouzet (1981-1982), aides Airbus (1975-1977).

1975-1982

B-0077834/1

Dossier de suivi aides Airbus.

1978

B-0077835/1

Dossier de suivi aides Airbus.

	1978-1980
B-0077836/1	
Comité intergouvernemental Airbus : procès-verbaux, dossiers.	1978-1979
B-0077837/1	
Comité intergouvernemental Airbus : procès-verbaux, dossiers.	1980-1981
B-0077839/1	
Suivi budgétaire, loi de règlement (1976) ; loi de finances rectificative (1979-1981) ; perspectives aides aux exportations (1982) ; loi de finances (1982) ; documentations budgétaires (1982) ; comité de régulation budgétaire (1982) ; perspectives : aides aux exportations (1983) ; préparation du budget (1983).	1976-1983
B-0077840/1 – B-0077841/1	
Industrie aéronautique et spatiale.	1978-1982
B-0077840/1	
Programmation : questionnaires parlementaires, rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat, projets de lois, rapport sur les subventions du gouvernement des États-Unis à l'industrie aéronautique civile américaine, documentation.	1978-1979
B-0077841/1	
Industrie aéronautique civile. - Programmation : questions parlementaires, notes, correspondance, articles de presse, études, fiches, rapports.	1980-1982
B-0077838/1	
Aide au commerce extérieur : dossiers de suivi Renault (1944-1982), Alsthom (1975-1979), Communication GATT (1978-1979), Central Aljubail Arabie Saoudite (1979), SNIAS Schreiner (1979), Messier Hispano Bugatti (1979-1980), CNIM (1980), Automobile (1980), SMTF (1980), Garantie de programme (1980), Casacrus (1980-1981), Télécopieur Thomson (1980-1981), SEICA (1980-1981), Chausson Mexique (1981), SOBEA (1981), Cellier (1981), SGIE/Caracas (1981), Technip Qatar (1981), ACSIA (Arabie Saoudite) (1981), Krebs (1981), SATEC (1981), Appareils médicaux (1981), Saut du Tarn (1981), Sainkapt et Brice (1982), De Dietrich/Maroc (1982), SNIAS (1982), Koeberg (1982-1983), CIT Alcatel (1984).	1944-1984
B-0077842/1 – B-0077845/1	
Ministères.	1975-1987
B-0077842/1 – B-0077843/1	
Ministère du Commerce et de l'Artisanat.	1981-1986
B-0077842/1	
Procédures budgétaires, économies (1981-1983), perspectives 1983-1986), préparation du budget (1983).	1981-1986
B-0077843/1	
Loi de finances rectificative (1983), transferts (1981-1983).	1981-1983

B-0077844/1 – B-0077845/1

Ministère de l'Industrie.

1975-1987

B-0077844/1

Procédures budgétaires, perspectives.

1984-1987

B-0077845/1

Chapitre budgétaire du budget des charges communes, perspectives (1986) ; dossiers thématiques, aide aux fabricants de papier journal (1975-1977), comité interministériel sur l'industrie du papier (février 1981), secteur papetier (1979-1982), aide aux fabricants de papier journal (1983), papier journal : subventions budgétaires (1983-1985).

1975-1986